

Appel à communications Séminaire 2025

Gouvernance locale des crises en Afrique : Prévenir, sécuriser et renforcer

Les crises reconfigurent les paysages politiques, sociaux et spatiaux. Souvent prolongées et intriquées, elles bouleversent le quotidien, mettent à l'épreuve les liens établis, transforment les imaginaires et redéfinissent les relations aux territoires.

Depuis le début du siècle, **le continent africain a été marqué par l'émergence et l'intensification des situations à risque/de crise**. Ainsi, la région des Grands Lacs, souvent considérée comme un des épencentres des conflits les plus intenses, cumule prédation des ressources, luttes ethno-communautaires et fragmentation socio-territoriale, occasionnant des millions de déplacés (Pourtier, 2003; Gazibo, 2010; Chauvin & Magrin, 2020). Les Sahels africains ne sont pas épargnés subissant une succession de crises intriquées, à la fois agro-environnementales, alimentaires (Janin, 2010; Maxwell et al., 2014), économiques, politiques et sécuritaires (Bat, 2013; Bagayoko, 2019). Pour sa part, la région du Lac Tchad apparaît particulièrement embourbée dans les violences armées régionalisées sur fond de perte de maîtrise territoriale (Adder & Wassouni, 2017; Magrin & Pérouse de Montclos, 2018). Tandis que, depuis le milieu des années 2010, l'Afrique de l'Ouest traverse, elle aussi, une crise multidimensionnelle, exacerbée par les ruptures d'ordre politique et une gangrène sécuritaire (Kibora, 2020; Hagberg et al., 2023).

Ces situations de crise – héritées, subites et (re-)construites – ont des effets majeurs : à court terme sur le vécu immédiat des populations, notamment en termes alimentaires, sanitaires et éducatifs (Béné et al., 2024) avec, de surcroît, des déplacements forcés massifs¹. Elles ont aussi des effets économiques et humains, parfois moins visibles, mais à l'incidence prolongée du fait des pertes de capacités et potentialités futures.

Ces crises complexes illustrent la multiplicité des défis internes auxquels l'Afrique est confrontée, alors même qu'elle est inscrite dans des rapports fortement inégalitaires à l'échelle internationale.

Le continent africain constitue un laboratoire privilégié pour analyser les manifestations, les dynamiques et les effets de telles situations de crise comme pour en étudier les modes de gouvernance/de gouvernement à différentes échelles.

Avec une première question centrale : Peut-on encore considérer une crise comme une rupture de fragiles équilibres et ordres établis (Dobry, 2009) ou plutôt comme l'expression d'un changement tendanciel inscrit au cœur systèmes socio-économiques et politiques ? Du fait de la chronicité des conflits, de l'instabilité politique et des vulnérabilités environnementales, on peut légitimement **s'interroger sur la pertinence heuristique d'une telle notion pour décrire les réalités actuelles africaines** (Bonnecase & Brachet, 2013).

La frontière entre crise et changement devient alors poreuse : ce qui était autrefois analysé comme rupture apparaît aujourd'hui comme un état de désordre permanent (Pérouse de Montclos, 2014). Dans cette perspective, les dispositifs

¹ Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique estime qu'en 2024, plus de 45 millions de personnes ont été déplacées sur le continent (<https://africacenter.org/fr/spotlight/record-deplacements-forces-afrique-conflits/>).

de réponse aux crises – qu'ils soient étatiques, humanitaires ou communautaires – cessent d'être des mécanismes d'exception pour devenir des instruments de gestion ordinaire des territoires en crise. Cela interroge non seulement la gouvernance des crises prolongées, mais aussi la manière dont **ces situations redéfinissent la légitimité des acteurs et les formes de pouvoir à l'échelle locale et régionale.**

La gouvernance de ces crises implique et mobilise divers acteurs : les États, les institutions internationales et locales, les organisations de la société civile et les populations elles-mêmes, chacune ayant des intérêts parfois convergents, parfois conflictuels (Janin *et al.*, 2021). Fondée sur la coordination (Le Galès, 2014), la gouvernance multi-acteurs révèle en pratique souvent ses limites avec son lot d'incompréhensions, de concurrences, de tensions et conflits (Desportes & Hilhorst, 2020). Certains acteurs, du fait de leur antériorité comme de leur capacité à mobiliser des ressources occupent une position centrale, voire incontournable, dans les dispositifs de gestion des crises. Toutefois, cette dernière est susceptible de générer des tensions, de limiter la marge de manœuvre des autres acteurs et d'affecter l'efficacité globale des réponses (Corbet *et al.*, 2017; Desportes *et al.*, 2019; Melis & Hilhorst, 2020).

En parallèle, au cœur des crises, d'autres acteurs apportent une contribution « invisibilisée » à leur gestion/gouvernance. Loin d'être de simples bénéficiaires/attributaires (Olivier de Sardan, 2008), à l'instar des populations locales ou des associations, ils participent concrètement à la mise en œuvre de réponses (Dazet, 2021; Pougong Dzoko, 2024), sans être pour autant considérés comme légitimes. D'autres, tels les commerçants, parfois organisés en réseaux (Béné *et al.*, 2024) sont également au cœur des dynamiques d'approvisionnement, sans pour autant être impliqués dans les arènes de débat et de gouvernance. **Certaines actions collectives témoignent d'un décentrement et du renforcement du rôle et de la légitimité des « acteurs du bas » en termes de gouvernance des crises.**

L'objectif de ce séminaire est de favoriser une réflexion approfondie et pluridisciplinaire sur les dynamiques de gouvernance des crises en Afrique, en tenant compte de la diversité des contextes et des situations vécues.

Il s'agit également de prendre en compte la pluralité des transformations socio-politiques engendrées par ces crises, notamment en étudiant finement le rôle de certains acteurs émergents.

Quatre axes seront ainsi abordés :

Axe 1 : Approches méthodologiques et défis des recherches en contexte difficile

Cet axe propose une réflexion sur les cadres théoriques et les outils méthodologiques nécessaires pour appréhender les notions de crises et de gouvernance de crise dans des contextes africains variés. Il s'agit d'interroger les biais possibles, les limites des approches classiques et les innovations nécessaires pour une recherche pertinente en terrains souvent difficiles d'accès ou marqués par des tensions. Il interroge aussi les défis pratiques et éthiques des enquêtes sur des terrains souvent marqués par l'instabilité, l'insécurité, ou des normes sociales complexes.

Axe 2 : Gouvernance des crises au prisme du « local »

Cet axe explore la manière dont les crises réorganisent les relations de pouvoir au niveau local et mettent en lumière le rôle croissant des acteurs locaux dans la gouvernance. Il s'intéresse aux transformations de la gouvernance en mettant en lumière le rôle des acteurs locaux. Loin d'être de simples victimes ou bénéficiaires de dispositifs humanitaires, les populations locales s'organisent, développent des initiatives communautaires et revendiquent une place dans les dispositifs de réponse aux crises. Il s'agit aussi d'examiner comment les crises redessinent la légitimité des acteurs en présence et redéfinissent les formes d'autorité et d'organisation socio-politique.

Axe 3 : Approvisionnement et sécurisation alimentaires en contexte de crise

La sécurisation alimentaire constitue une priorité dans de nombreux cas de crise en Afrique. Dans un contexte où l'accès à la nourriture devient un enjeu majeur, cet axe explore les stratégies mises en place par les États, les



organisations internationales et les communautés locales pour garantir une alimentation malgré des chocs récurrents. Il interroge donc les limites des modèles de réponse humanitaire et surtout, dans une perspective de renforcement de l'autonomie alimentaire, les initiatives locales et les stratégies d'adaptation alternatives développées par les populations et les acteurs locaux.

Axe 4 : Conflits, crises et dispositifs de gestion des déplacements forcés

La multiplication des conflits armés en Afrique entraîne des déplacements forcés massifs qui bouleversent les structures socio-spatiales et remettent en cause les modèles classiques de gouvernance. Cet axe analyse les interactions entre conflits armés, crises et dispositifs de gestion des déplacements forcés. Il met en lumière la manière dont les réponses aux crises prolongées ne relèvent plus uniquement de l'exceptionnel, mais deviennent des outils ordinaires de gestion des territoires en crise. Il s'agira également d'examiner comment ces dynamiques influencent la structuration des espaces d'accueil et redéfinissent les relations entre populations déplacées, communautés hôtes et institutions locales.

Modalités de soumission et informations pratiques

Les propositions de communication en français ou en anglais doivent être envoyées **au plus tard le vendredi 28 mars 2025** à l'adresse suivante : seminaire.gcrises.afrique@gmail.com.

Les propositions doivent inclure les coordonnées précises du ou des auteurs (statut, mail, adresse complète),

Elles doivent comporter : 1/ Un titre, 2/ une mise en contexte, 3/ Une problématique, 4/ Des hypothèses, 5/ un dispositif méthodologique et 6/ les principaux résultats.

Des communications issues de toutes les disciplines des sciences humaines et sociales sont attendues : histoire, sociologie, science politique, anthropologie, géographie, etc.

Les jeunes chercheurs et chercheuses sont particulièrement les bienvenu-es.

Echéances

Date limite de réception du résumé des propositions de communication de 500 mots maximum, le 28 mars 2025

Date de réponse du comité scientifique : 11 avril 2025

Début de la série des séminaires : Fin avril 2025

Fin de la série du séminaire : Juillet 2025

Comité scientifique

Vincent BONNECASE (Politiste, CNRS, Institut des mondes africains, France)

Éric Joël FOFIRI NZOSSIE (Géographe, Université de Ngaoundéré, Cameroun)

Pierre JANIN (Géographe, IRD, UMR Développement et sociétés, France)

Ludovic Ouhonyioué KIBORA (Anthropologue, CNRS, Institut des sciences des sociétés, Burkina Faso)

Equipe organisatrice

Ghislain POUNGONG DZOKO (UMR Développement et sociétés, Université de Maroua / Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)

Armel ABEGA MWASSENA (Institut des politiques et des initiatives sociales / Institut catholique de Yaoundé)

Références bibliographiques

Adder, G. A., & Wassouni, F. (2017). Regards croisés sur le phénomène Boko Haram. *Éditions du Schabel*.

- Bagayoko, N. (2019). *Le multilatéralisme sécuritaire africain à l'épreuve de la crise sahélienne*. Chaire Raoul Dandurand/Centre Franco-Paix de l'Université Québec Montréal (UQAM). <https://dandurand.uqam.ca/publication/le-multilateralisme-securitaire-africain-a-lepreuve-de-la-crisesaheleienne/>
- Bat, J.-P. (2013). Michel Galy (dir.). La Guerre au Mali. Comprendre la crise au Sahel et au Sahara. Enjeux et zones d'ombre. *Afrique contemporaine*, n° 247(3), 145-148. Cairn.info. <https://doi.org/10.3917/afco.247.0145>
- Béné, C., d'Hôtel, E. M., Pelloquin, R., Badaoui, O., Garba, F., & Sankima, J. W. (2024). Resilience – and collapse – of local food systems in conflict affected areas; reflections from Burkina Faso. *World Development*, 176, 106521. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2023.106521>
- Bonnecase, V., & Brachet, J. (2013). Les « crises sahéliennes » entre perceptions locales et gestions internationales. *Politique africaine/Karthala*, vol 2(30), Article 30. <https://doi.org/10.3917/polaf.130.0005>
- Chauvin, E., & Magrin, G. (2020). Violences et régionalisation en Afrique centrale. *Belgeo [En ligne]*, 4. <https://doi.org/10.4000/belgeo.43632>
- Corbet, A., Ambrosetti, D., Bayle, G., & Labzae, M. (2017). Agents de l'État et acteurs humanitaires : Enjeux d'une interdépendance négociée. Étude de cas à Gambella. *Fonds Croix-Rouge Française*, 26 pages.
- Dazet, F. (2021). « Remettre la vie parmi nous ». Expériences de la faim et organisation paysanne dans le Bas Nord-Ouest haïtien. *Tracés. Revue de Sciences humaines [En ligne]*, 41 | mis en ligne le 31 décembre 2021, consulté le 12 avril 2022. <http://journals.openedition.org/traces/12625>
- Desportes, I., & Hilhorst, D. (2020). Disaster governance in conflict-affected authoritarian contexts: The cases of Ethiopia, Myanmar, and Zimbabwe. *Politics and Governance*, vol 8(4), Article 4. <https://doi.org/10.17645/pag.v8i4.3127>
- Desportes, I., Mandefro, H., & Hilhorst, D. (2019). The humanitarian theatre : Drought response during Ethiopia's low-intensity conflict of 2016. *Journal of Modern African Studies*, vol 57(1), Article 1. <https://doi.org/10.1017/S0022278X18000654>
- Dobry, M. (2009). *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles: Vol. 3e éd.* Presses de Sciences Po; Cairn.info. <https://doi.org/10.3917/scpo.dobry.2009.01>
- Gazibo, M. (2010). 6. La géographie de l'instabilité post-guerre froide en Afrique. In *Introduction à la politique africaine [en ligne]*. <http://books.openedition.org/pum/6385>
- Hagberg, S., Kibora, L. O., Barry, S., Gnessi, S., Konkobo, A., Koné, B., & Zongo, B. (2023). Sécurité from below in Burkina Faso. *Uppsala universitet*, 123. <https://doi.org/ISBN:978-91-506-2980-4> (print)
- Janin, P. (2010). *La lutte contre l'insécurité alimentaire au Sahel: Permanence des questionnements et évolution des approches*.
- Janin, P., La Valle, N., Lhuissier, A., & Ribémont, T. (2021). *Batailles de la faim: Jeux d'acteurs, d'échelles et de pouvoir* (Vol. 2). <http://journals.openedition.org/traces/12545>
- Kibora, L. O. (2020). Le terrorisme, l'anthropologie sociale et l'éthique. In *Conflits armés et insécurités dans le sahel ouest-africain: Défis et implications pour la recherche et l'éducation* (p. 23-36).
- Le Galès, P. (2014). Gouvernance. In *Dictionnaire des politiques publiques: Vol. 4e éd.* (p. 299-308). Presses de Sciences Po; Cairn.info. <https://doi.org/10.3917/scpo.bouss.2014.01.0299>
- Magrin, G., & Pérouse de Montclos, M. A. (2018). *Crise et développement: La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram*. <http://editions.afd.fr/>
- Maxwell, D., Majid, N., Stobaugh, H., Janet Kim, J., Lauer, J., & Paul, E. (2014). Lessons Learned from the Somalia Famine and the Greater Horn of Africa Crisis, 2011–2012. *Feinstein International Center*.
- Melis, S., & Hilhorst, D. (2020). When the mountain broke: Disaster governance in Sierra Leone. *Disaster Prevention and Management: An International Journal*, 12 p.
- Olivier de Sardan, J. P. (2008). La crise alimentaire vue d'en bas. *Afrique contemporaine*.
- Pérouse de Montclos, M.-A. (2014). Crises et migrations effets de rhétorique autour d'un enjeu politique. Chapitre 1. In *Crises et migrations dans les pays du sud*. Harmattan.
- Poungong Dzoko, G. (2024). *Gouvernances « par le haut » et « par le bas »: Quelle place pour les réfugiés au camp de Minawao (Cameroun)?* Colloque scientifique international MOCTE- 2024 « Mobilités, Culture et Territoire » À la lecture des liens mobilités et gouvernances territoriales.
- Pourtier, R. (2003). L'Afrique centrale dans la tourmente. Les enjeux de la guerre et de la paix au Congo et alentour. *Hérodote*, N°111(4), 11-39. Cairn.info. <https://doi.org/10.3917/her.111.0011>.